



**ILE DE FRANCE**

## **LA FORFAITURE SE GÉNÉRALISE DANS LES INSTITUTIONS !**

En votant pour la révision constitutionnelle ou en s'abstenant, plus de 80 % des parlementaires se sont rendus complices du plus grand détournement politique de l'histoire contemporaine de notre pays.

Dans notre république, chaque élu(e) tient son mandat et sa légitimité de l'expression du peuple. S'il est communément admis que les promesses électorales ne sont jamais tenues, il y a des mandats dont les parlementaires ne peuvent s'exonérer : ce sont ceux exprimés par la volonté populaire lors d'un référendum. C'est pourtant ce vote NON majoritaire à ce même traité européen que députés et sénateurs, dans leur quasi-totalité, ont choisi de mépriser. Ce geste inqualifiable restera comme une tache indélébile. La preuve est faite, une fois de plus, que notre système institutionnel n'a plus de démocratie que l'apparence et que l'une des tâches prioritaires pour celles et ceux qui veulent toujours changer la société est d'inventer de nouveaux rapports de véritable démocratie et de contrôle des représentants du peuple.

Contribuer au développement des luttes sociales par un éclairage des enjeux à la lumière de l'affrontement entre le capital et le travail doit aller de pair avec une réflexion sur des institutions garantissant la place et le rôle des travailleurs, seuls créateurs de richesses. La forfaiture orchestrée par un groupe d'imposteurs au service du grand patronat, l'ampleur de la complicité parmi les élites politiques, tous d'accord pour légitimer la domination mondiale du capital, rendent ce travail de transformation plus indispensable que jamais. Il doit commencer dès aujourd'hui. A condition de jamais oublier les actes de chacun à l'occasion de toutes les échéances électorales.

**Pour le bureau de Rouges Vifs IDF,  
Jean CALVARY**

**Paris, le 4 février 2008.**